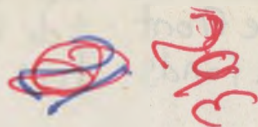


Ces gamins qui nous gouvernent



28 >
9 770395203638
A Bruxelles, les ministres des finances de la zone euro ont été, lundi 11 juillet, incapables de se mettre d'accord. Ils ne s'entendent toujours pas sur les moyens de venir à bout de la crise aiguë que la dette souveraine européenne fait peser sur la monnaie unique.

A Washington, lundi, le président Barack Obama a dû, une fois de plus, mettre ses adversaires républicains en garde : s'il n'y a pas d'accord sur le budget fédéral d'ici au début août, l'Etat américain risque de faire défaut sur certains de ses remboursements.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'ampleur des déficits publics qui mine la confiance et plombe la reprise. Les Etats-Unis et l'Europe souffrent de finances publiques en piteux état.

La tourmente s'installe sur les marchés. Wall Street craint des

effets de contagion transatlantiques. Les difficultés de la zone euro affolent l'ensemble des places boursières. Rien de plus détestable au moment où l'activité peine à reprendre et le chômage à baisser.

On l'aura compris : la situation requiert des adultes – et on en manque, à Washington comme à Bruxelles !

Aux Etats-Unis, un accord doit être trouvé d'ici au 2 août sur un relèvement du plafond de la dette

Editorial

publique. Celle-ci atteint aujourd'hui 14 294 milliards de dollars (65 % du PIB), mais croît au rythme du déficit budgétaire (1 600 milliards de dollars, soit 11 % du PIB).

Si le plafond légal de la dette

n'est pas rehaussé, ce qui suppose un vote du Congrès, l'Etat fédéral ne pourra plus honorer certains de ses engagements. Mais l'obstruction de la majorité républicaine à la Chambre des représentants bloque toute possibilité d'accord.

Le vote sur la dette est lié à un compromis sur le déficit budgétaire. Par aveuglement idéologique, les républicains se refusent à la moindre hausse de la fiscalité pour diminuer l'ampleur de ce dernier. Comportement irresponsable qui contribue largement au climat économique délétère qui s'installe.

En matière d'irresponsabilité et de pusillanimité, rien ne vaut, cependant, l'attitude des dirigeants de la zone euro. Voilà plusieurs mois qu'ils se disputent sur la mise en œuvre d'un deuxième plan d'aide à la Grèce (le premier n'ayant pas suffi).

Leurs hésitations et l'affichage de leurs désaccords ont sapé la confiance des marchés – et, après tout, ce sont lesdits marchés qui sont priés d'acheter la dette publique émise par les Etats de la zone pour financer leurs déficits...

L'union monétaire se retrouve dans une situation pitoyable, sans rapport avec la réalité de sa puissance économique. Outre la Grèce, des pays comme le Portugal et l'Irlande voient leurs conditions d'emprunt se détériorer considérablement. Et, par contagion, l'Italie et l'Espagne voient à leur tour les taux d'intérêt se tendre sur le marché de leur dette.

Par absence de direction politique, on chicane sur les conditions de la participation du secteur bancaire au nouveau plan d'aide à la Grèce. Mais, messieurs les ministres, c'est s'occuper d'un rhume quand le cancer menace ! ■



En hausse

ARC INTERNATIONAL – La société française leader des arts de table va fournir cinq millions de pièces de vaisselle à l'armée russe, à la suite d'un contrat signé en juin avec le ministère de la défense russe. Assiettes, bols et autres gobelets sont destinés aux 750 000 soldats russes.



En baisse

LES PRODUITS HIGH-TECH – Leurs ventes en France ont baissé de 4,1% sur les cinq premiers mois de 2011, à 9,26 milliards d'euros, en raison d'un contexte socio-économique tendu « qui engendre des reports dans les décisions d'achats des consommateurs », selon l'institut GfK.

Les cours du jour (12/07/11, 09h47)

EURO	1 euro	1,4056 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 555,50 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	93,99 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,149 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	2,695 (à dix ans)

Crise de la zone euro

La zone euro se déchire, la contagion progresse

La pression des marchés, notamment sur l'Italie, ne fait pas taire les divergences entre Etats sur la Grèce

Bruxelles
Bureau européen

Le scénario tant redouté d'une contagion est en train de se mettre en place au sein de la zone euro. L'Espagne et l'Italie sont désormais toutes deux dans le collimateur des marchés. Les Bourses ont de nouveau ouvert en forte baisse mardi 12 juillet, sous la pression des valeurs bancaires, en marge d'une série de réunions de crise à Bruxelles.

Or, face à l'urgence, les pays membre de l'union monétaire se sont affrontés comme jamais la veille au sujet des modalités d'un second plan d'aide à Athènes. Leurs ministres des finances ont promis un accord « le plus tôt possible », sans fixer de calendrier précis, en raison de leurs divergences sur les modalités de la participation des créanciers privés au nouvel effort de soutien, et sur l'éventualité d'un défaut de la Grèce. « Une participation substantielle du secteur privé est une précondition pour les Pays-Bas et l'Allemagne », a martelé le ministre des finances néerlandais, Jan Kees De Jager, l'un des plus remontés lundi.

Pour calmer les esprits, un communiqué commun a été rendu public, après huit heures de tractations entre les ministres des finances. Les dix-sept y réaffirment « leur volonté absolue de préserver la stabilité financière dans la zone euro » et assurent vouloir « améliorer » leur capacité « à résister à un risque de contagion ». L'Italie n'est pas nommée ni l'Espagne. Il n'est question que de la Grèce, et des « paramètres les plus importants » du prochain plan d'aide, sans plus de détails. Inflexion notable, le document ne martèle pas, à la différence des précédentes prises de position des Européens, le souci d'éviter un défaut partiel d'Athènes.

« Toutes les pistes sont explorées, car l'on se rend compte que les options suivies à ce jour ne suffisent pas, dit une source bruxelloise. La question du défaut partiel continue de diviser les esprits : certains pays, comme l'Allemagne et



Les ministres des finances allemand, grec, espagnol, néerlandais, italien, luxembourgeois et irlandais. THIERRY ROGE/REUTERS

les Pays-Bas, ne la craignent pas, d'autres, comme la France, redoutent ses effets, mais tous cherchent à la distinguer d'un événement de crédit, qui affolerait les marchés. »

L'heure est d'ores et déjà critique. L'Italie pèse à elle seule plus de deux fois plus que les trois pays déjà placés sous perfusion : Grèce, Irlande et Portugal. Son endettement représente 120% de son produit intérieur brut (PIB), soit 1 600 milliards d'euros, contre 350 milliards pour la Grèce (150% du PIB). Si la péninsule cédait, c'est le cœur de la zone euro, et non plus les seuls Etats « périphériques », qui serait dans la tourmente. « On est devant quelque chose qui est plus systémique » que les seules difficultés grecques, a souligné la

ministre des finances espagnole, Elena Salgado. La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, dont le numéro deux, John Lipsky, était à Bruxelles lundi, s'est au contraire voulu rassurante : « Certains des chiffres italiens sont excellents », a-t-elle dit depuis Washington, tout en pointant la faible croissance du pays.

Pour tenter d'endiguer la contagion, les ministres relancent un chantier inachevé jusqu'ici : le renforcement des capacités d'action du Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis en place en mai 2010, au lendemain de l'activation du premier plan d'aide à la Grèce. Un fonds dont la force de frappe – 440 milliards d'euros de prêts –

est insuffisante à ce jour pour voler au secours de l'Italie et de l'Espagne, même en association avec le FMI. Les ministres s'engagent aussi à réduire les taux d'intérêt sur les prêts consentis aux pays sous assistance, et à prolonger leur maturité.

Des promesses qui masquent leur affrontement au sujet des différentes options censées encadrer la participation « volontaire » des créanciers privés : le rééchelonnement de la dette grecque, exigé par l'Allemagne, le rachat de la dette par la Grèce ou par le FESF, comme le demandent les grandes banques internationales, ou le roulement de dette défendu par la France. Une option plus favorable aux banques, mais torpillée en vol la semaine dernière, lorsque l'agence de

notation Standard & Poor's a estimé qu'elle conduirait aussi à un défaut partiel d'Athènes.

Face à l'urgence, Angela Merkel a convenu depuis Berlin que la Grèce avait besoin d'une aide « à très très brève échéance » afin d'enrayer les risques de contagion. La chancelière allemande a mis aussi la pression sur l'Italie pour l'inviter à mettre sur pied le plan d'austérité qui oppose Silvio Berlusconi à son ministre des finances, Giulio Tremonti. Tandis que Berlin souhaitait voici une semaine attendre septembre avant d'abonder l'aide à la Grèce, la chancelière allemande cherche à esquisser les critiques de ceux qui considèrent que ce sont ses exigences en vue d'associer les banques aux efforts de sau-

vetage qui risquent de conduire à l'embrassement général.

Au passage, le duel entre l'Allemagne et la Banque centrale européenne (BCE) a repris de plus bel, lundi, après moins d'un mois d'apparente accalmie. Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand a de nouveau plaidé pour un rééchelonnement de la dette grecque, une option que refusait la BCE et son président, Jean-Claude Trichet. Ce dernier a martelé son point de vue : pour lui, il n'est pas question d'aller vers un défaut, même partiel, de la Grèce,

L'Italie pèse, à elle seule, plus de deux fois plus que les trois pays déjà placés sous perfusion : Grèce, Irlande et Portugal

car cet événement risquerait d'avoir des conséquences incontrôlables sur le secteur bancaire, et les autres maillons faibles de la zone euro.

La BCE est toujours soutenue peu ou prou par la France, et les pays sous perfusion, ou menacés de l'être. Paris, dont les banques sont parmi les plus exposées d'Europe à la dette souveraine grecque, continue de privilégier une contribution volontaire du secteur privé, sur la base d'une opération de « roulement » de la dette. Les diplomates français assurent que cette formule peut être retravaillée, pour être moins favorable aux banques, et contourner les réserves des agences de notation. « Il est possible, au bout du compte, que l'on aille vers une boîte à outils des différentes formules : cela donnera la possibilité aux banques de choisir, et renforcera le caractère volontaire de leur contribution », affirme un expert.

Mais rien ne dit que la parade, encore embryonnaire, suffise à rassurer les marchés sur la capacité d'action de l'union monétaire. ■

Philippe Ricard

Bourses plombées, taux record, chute de l'euro... les marchés gagnés par la panique

VENT DE PANIQUE sur les marchés financiers, lundi 11 juillet. Au moment où les dirigeants européens se réunissent pour trouver une issue à la crise de la dette des Etats, et tenter de sauver la Grèce, la panique gagnait les marchés. Le plan de sauvetage de la dette grecque n'avance pas, on reparle même d'un scénario de défaut organisé. Et depuis vendredi, l'Italie est gagnée par la contagion.

Lundi, l'écart entre les taux à dix ans français et allemands, véritable baromètre de la solidité du cœur la zone euro, s'est brusquement tendu. Il a même atteint 69 points de base (0,69 point de pourcentage), du jamais-vu depuis la création de l'euro. Les investisseurs ont, en fait, massivement acheté de la dette allemande. Cela a entraîné son taux à dix ans à un niveau historiquement faible de 2,67% (2,82% la séance précédente et 3% une semaine avant). Dans le même temps, les dettes de l'Etat italien et espagnol, que les investisseurs vendaient, ont vu leur taux à dix ans s'envoler respectivement à 5,67% et 6%.

« Les investisseurs recherchent la qualité et la liquidité. Ils achètent

des titres allemands. Et ils laissent tout le reste de côté », constate Raoul Salomon, spécialiste en valeurs du Trésor chez Barclays Capital. L'Allemagne attire aussi davantage d'investisseurs que la France, car elle est la seule des deux à avoir encore un marché à terme. Cela permet aux investisseurs de spéculer sur l'évolution du prix de la dette allemande.

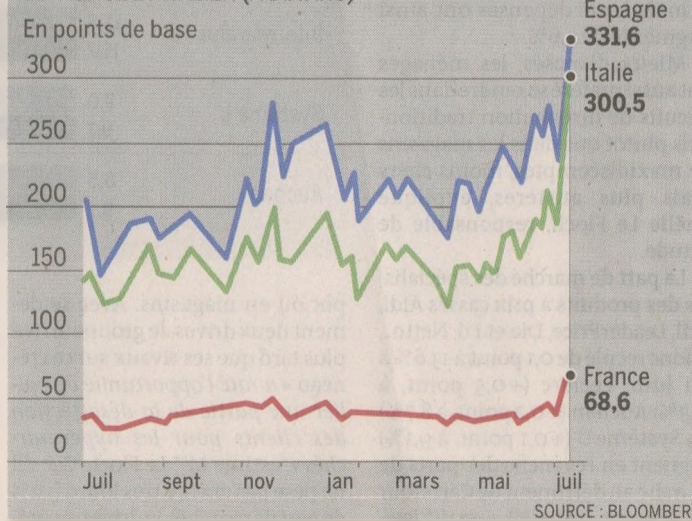
« Ce n'est pas la France qui est attaquée, se défendait-on au sein de l'Agence France Trésor (AFT), qui gère la dette française. Ce sont les titres allemands qui enregistrent de meilleures performances. » Car lundi, les taux allemands comme les taux français baissaient, signe que les investisseurs achetaient des emprunts, mais les uns en plus grande quantité que les autres.

L'inquiétude était palpable, lundi, sur tous les marchés. L'euro a chuté de 1,65%, à 1,40 dollar. Le franc suisse, monnaie refuge qui bénéficiait déjà depuis plusieurs mois de l'enlèvement en Europe, s'est envolé de 1,73%. Il a franchi pour la première fois le seuil de 1,18 franc pour 1 euro.

Du côté de la Bourse, « c'était la

Des écarts croissants avec le taux allemand

ÉCART ENTRE LE TAUX ALLEMAND ET LES TAUX FRANÇAIS, ESPAGNOL ET ITALIEN (À DIX ANS)



Berezina », selon les professionnels. Les Bourses européennes ont toutes chuté entre 1,5% et près de 4% : -2,71% pour le CAC 40 à Paris, -2,69% pour l'Ibex espagnol, -3,96% pour le MIB italien. Les actions des banques, (les créanciers privés de la Grèce) étaient au

premier plan. En France, le titre Société générale a perdu lundi 5,70%, BNP Paribas 6,75% et Crédit agricole 7,66%. En Italie, les deux poids lourds de la cote, Unicredit SpA et Banca Sanpaolo Intesa ont perdu 6,33% et 7,74%.

À l'incapacité des Européens de

s'entendre, s'ajoutent les craintes des investisseurs concernant les tests de résistance bancaire (stress tests) qui seront publiés vendredi 15 juillet. Dans certains pays, les résultats ne seraient pas bons, mais dans les conditions actuelles, les Etats ont-ils les moyens de voler au secours d'un système bancaire défaillant ? Six banques espagnoles auraient échoué aux tests, écrivait le quotidien espagnol ABC mardi.

« Relative naïveté »

Jeudi 14 juillet, le Trésor italien a prévu de vendre une série de quatre emprunts à long terme, et les professionnels craignent, dans le climat actuel de méfiance des investisseurs, que l'opération ne vienne à la catastrophe.

« Ce qui est surprenant, c'est la relative naïveté des leaders politiques, qui pensaient que dire "on va trouver une solution d'ici septembre" au problème grec pouvait rassurer les marchés. Septembre, c'est très très loin. L'horizon du trader c'est la minute, voire l'heure, et pour beaucoup d'investisseurs, c'est la journée », juge Dominique Barbet, économiste chez BNP Paribas.

Et le message que la Banque des règlements internationaux (BRI) a envoyé lundi n'a pas rassuré les investisseurs. Selon l'institution, la crise de la dette publique, qui affecte la Grèce, l'Irlande et le Portugal, pourrait dans les prochaines années s'étendre à d'autres pays et avoir un impact négatif sur les banques. « Le problème de la dette publique pourrait affecter un nombre plus important de pays », a prévenu la BRI. « Les investisseurs ne comprennent plus ce qui se passe, juge M. Salomon. On est arrivé à un point où il faut que les Européens rassurent et envoient un message sur ce qu'ils veulent faire de la zone euro ».

Les réponses apportées, lundi, par les décideurs européens n'ont visiblement pas été suffisantes pour rassurer les marchés. Mardi, dans les premiers échanges, l'euro est passé sous le seuil de 1,40 dollar, les taux allemands continuaient leur détente à 2,65%. À l'ouverture, les Bourses européennes poursuivaient leur chute : Milan perdait 4%, Madrid plus de 2%, Paris 1,77% et Francfort 1,63%. ■

Cécile Prudhomme